

BILLES DU GOUVERNEMENT—AYANT PASSE—*Con.*LOI CRIMINELLE (AMDT.)—*Con.*Hon. Doherty—*Con.*

se prémunir à l'avenir du privilège des paris—5990; ne pourra jouir du privilège que si législature ou parlement l'accorde—5992; application de restriction du nombre des réunions au champ de course lui-même, comme à l'association—5992.

Hon. Lemieux—Félicite sévérité—5992; mais lettres patentes accordées avant la loi à deux associations—5992; favoritisme apparent—5992.

Hon. Doherty—Secrétaire d'Etat obligé d'accorder—5982; fonctions purement administratives—5994.

Hon. Lemieux—Reproches faites à hon. M. Murphy—5996.

Hon. Doherty—Explication impuissance secrétaire d'Etat—6001; obligé d'agir—6001.

Hon. Pugsley—Si compagnies avaient eu droit à leurs lettres patentes elles auraient entamé procédures au cours des deux années de refus par ancien secrétaire d'Etat—6006.

M. Macdonald—Application principes posés pour secrétaire d'Etat comme pour ministre des Finances—6007; obligations d'agir quand conditions remplies—6007; émission de certificat—6007; cas Farmers Bank—6007.

M. Morphy—Conditions remplies après certificat émis—6009.

Hon. Graham—Personne n'a souffert de non émission de lettres patentes de compagnies visées—6015; pourquoi pas laisser parlement juger—6016; que craint-on—6016.

M. Macdonald—Similitude cas ministre des Finances et secrétaire d'Etat—6016.

Rapporté—6016.

Hon. Doherty—Propose 3e lecture—6089.

Hon. Pugsley—Propose en amendement que bill entre en vigueur 1er mars—6089; loi futile, chartes générales données aux deux dernières compagnies—6090; pourront établir courses où voudront—6092.

Hon. Emmerson—Refus à pétitionnaires de Guelph—6092.

Hon. Doherty—Décisions relatives à secrétaire d'Etat d'Ontario—6094; pourquoi libéraux n'ont-ils pas refusé chartes quand avaient le pouvoir—6096.

Amendement Pugsley repoussé—6096.

3e lecture, adopté—6096.

Sanctionné—6971.

LOI DU DEPARTEMENT DES AFFAIRES EXTERIEURES.

Hon. R. L. Borden—Dépose bill (n° 58) modifiant loi du département des affaires extérieures—983; à l'avenir ce département sera sous direction du premier ministre au lieu du secrétaire d'Etat—983.

1re lecture—984.

Hon. Borden—Propose 2e lecture—146.

BILLES DU GOUVERNEMENT—AYANT PASSE—*Con.*LOI DU DEPARTEMENT DES AFFAIRES EXTERIEURES—*Con.*

2e lecture, en comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1461.

Sanctionné—6969.

LOI DES DROITS DE PASSAGE POUR DESCENTE DES BOIS.

Hon. Monk—Dépose bill (n° 103) concernant droits de passage pour la descente des bois—3118; erreur statuts 1906—3118; rendre responsabilité à ministre Travaux publics—3118.

1re lecture—3118.

Sanctionné—4950.

LOI DES ENQUETES (AMENDEMENT).

Hon. J. C. Doherty—Dépose projet de loi (n° 19) modifiant loi relative aux enquêtes—720; la loi autorise deux sortes d'enquêtes, sur questions d'intérêt public, sur administration département—720; le bill présenté permet aux commissaires dans les deux cas de retenir experts, assistants, etc., et aussi d'engager procureur—720; texte—720; permet aussi à commissaires de déléguer pouvoirs—721.

1re lecture—721.

Hon. Doherty—Propose 2e lecture—1034.

Hon. Pugsley—Bill entraînant dépense d'argent, doit être précédé par résolution—1034; art. 77 du reg.—1034.

Hon. Doherty—Bill prescrit rien quant à rétribution des personnes—1035.

Hon. Pugsley—Loi originale précédée de résolution—1037; amendement devrait l'être aussi—1038.

M. l'Orateur—Demande à étudier—1038.

Ajourné—1038.

M. l'Orateur—Décide qu'il n'y a pas lieu à résolution—1304.

2e lecture—1307; en comité—1307; art. 1er—1308.

Hon. Pugsley—Propose que toute personne puisse être représentée par avocat au cours enquête—1308.

Hon. Borden—Amendement inutile—1309; mais étudiera—1311.

Hon. Doherty—Si ce droit était conféré comme droit absolu, pourrait entraver enquête—1311.

Art. 2—1312.

Sir W. Laurier—Danger de donner pouvoirs judiciaires à experts ou conseillers techniques—1312.

Hon. Pugsley—Commission aura mêmes pouvoirs que Gouverneur en conseil—1314.

Hon. Borden—Sous-commissaires doivent faire rapport aux commissaires—1317; ceux-ci répareront injustice ou erreur—1317; grand nombre de personnes ont déjà droit d'interroger sous serment—1317.

Hon. Emmerson—Commissaires qui feront nomination de sous-commissaires ne sont pas comptables au gouvernement—1322.